



PRESS RELEASE

# Investors set target for Canadian corporate reconciliation plans

2024-12-17

By SHARE

Share Post



VANCOUVER/TORONTO — Groups representing Canadian institutional investors, Indigenous investment trusts and Indigenous businesses have announced plans to encourage 25 per cent of the companies on the Toronto Stock Exchange to voluntarily adopt plans for Indigenous reconciliation that meet the Calls to Action set out in the late Murray Sinclair's Truth and Reconciliation Commission report.

**SHARE**, the Shareholder Association for Research and Education; the Canadian Council for Indigenous Business (**CCIB**); and the National Aboriginal Trust Officers Association (**NATOA**) are promoting the development and adoption of corporate Reconciliation Action Plans (RAPs), as well as the implementation of comprehensive programs and strategies to address Indigenous economic reconciliation issues. These include certification under the CCIB's Partnership Accreditation in Indigenous Relations (PAIR) program — an externally verified, Indigenous-certified program that addresses overall corporate commitments to economic reconciliation.

**Joseph Bastien**, Associate Director, Inclusive Economy at SHARE, noted that 35 per cent of the TSX60 Index — and 25 per cent of financial sector companies on the TSX Composite Index — have already adopted PAIR or a RAP.

"Shareholder engagement has been a critical factor in reaching those milestones, and we will continue to engage on behalf of our clients in order to reach the new target," Bastien said.

The 25 per cent target is based on **social science research** suggesting that 25 per cent of any group is a tipping point where adoption gains a momentum of its own and spreads to the whole group.

"We believe the positive benefits for companies that develop plans will make voluntary adoption an attractive option for the whole TSX," Bastien said.

SHARE's shareholder engagement program involves pension plans, universities, Indigenous trusts, foundations and asset managers with more than \$150 billion in assets under management.

SHARE and NATOA are also hosting the **Investors and Indigenous Peoples' Working Group**, a larger collaboration with dozens of additional investment managers that promotes collective learning and action on Indigenous rights and reconciliation.

For more information or to request an interview, contact Adam Burns, Communications Manager at SHARE, at [aburns@share.ca](mailto:aburns@share.ca).

---

## Quotes

"Corporate commitments to partnership and reconciliation are not only a responsibility of Corporate Canada; they mean that Indigenous Peoples and the participating company both have the opportunity to prosper economically," said **Tabatha Bull**, CEO of the Canadian Council for Indigenous Business. "The PAIR program engages Indigenous advisors and verifiers to independently monitor the process, ensuring accountability while helping companies to develop better hiring, advancement and retention of Indigenous employees, and to procure an equitable share of products and services from Indigenous-owned businesses."

"Indigenous Peoples are embracing our roles as investors in our own right and as stewards of our communities' investment trusts," said **Leith Cardinal**, Chair of the Board at NATOA and Trust Manager of the Onihcikiskowapowin Business Trust. "As shareholders and as institutions dedicated to safeguarding the long-term health and prosperity of our communities, we look to build meaningful, reciprocal relationships with the companies we invest in, working together to create stronger and more sustainable economic futures for everyone."

"This is a step towards increased awareness and commitment to economic reconciliation by more Canadian corporations," said **Sxwpilemaát Siyám (Chief Leanne Joe)** of the Squamish Nation, author of **Step Into the River: A Framework for Economic Reconciliation**, and trustee of the Squamish Nation Trust. "But a plan, or PAIR certification, is just a step. We expect honesty, transparency, and accountability throughout this process, and along their reconciliation journeys."

“Shareholder engagement is one way that we contribute to improving both the success of our clients’ investment portfolios and also the health of our shared economy and community,” said **Roger Beauchemin** of asset manager **Addenda Capital**. “Promoting economic reconciliation is a win for the companies in which we invest, a win for our clients, and a win for the economy at large.”

En français

# Les investisseurs fixent des objectifs pour les plans de réconciliation des entreprises canadiennes

VANCOUVER/TORONTO — Des groupes représentant des investisseurs institutionnels canadiens, des fiducies d’investissement autochtones et des entreprises autochtones ont annoncé leur intention d’encourager 25 % des sociétés cotées à la Bourse de Toronto à adopter volontairement des plans de réconciliation avec les autochtones qui répondent aux Appels à l’action énoncés dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation de feu Murray Sinclair.

**SHARE**, l’association des actionnaires pour la recherche et l’éducation, le Conseil canadien pour l’entreprise autochtone (**CCIB**) et la National Aboriginal Trust Officers Association (**NATOA**) encouragent l’élaboration et l’adoption de plans d’action de réconciliation (PAR) par les entreprises, ainsi que la mise en œuvre de stratégies et de programmes globaux visant à résoudre les enjeux de réconciliation économique des autochtones. Il s’agit notamment de la certification dans le cadre du programme Accréditation de partenariat en relations autochtones (PAIR) du CCIB — un programme certifié par les autochtones et vérifié de l’extérieur qui tient compte des engagements globaux des entreprises en matière de réconciliation économique.

**Joseph Bastien**, directeur associé de l’économie inclusive au sein de SHARE, a noté que 35 pour cent de l’indice TSX60 — et 25 pour cent des sociétés du secteur financier de l’indice composite TSX — ont déjà adopté un PAIR ou un PAR.

« L’engagement des actionnaires a été un facteur essentiel pour atteindre ces objectifs, et nous continuerons à nous engager au nom de nos clients afin d’atteindre le nouvel objectif », a déclaré M. Bastien.

L’objectif de 25 pour cent est basé sur des **recherches en sciences sociales** qui suggèrent que 25 pour cent d’un groupe est un point de basculement où l’adoption prend de l’ampleur et se propage à l’ensemble du groupe.

« Nous pensons que les avantages pour les entreprises qui élaborent des plans feront de l’adoption volontaire une option intéressante pour l’ensemble de la Bourse de Toronto », a déclaré M. Bastien.

Le programme d’engagement actionnarial de SHARE implique des régimes de retraite, des universités, des fiducies autochtones, des fondations et des gestionnaires d’actifs représentant plus de 150 milliards de dollars d’actifs sous gestion.

SHARE et le NATOA accueillent également **le groupe de travail sur les investisseurs et les peuples autochtones**, une collaboration plus large avec des dizaines d'autres gestionnaires d'investissements qui promeut l'apprentissage collectif et l'action sur les droits des peuples autochtones et la réconciliation.

---

## Citations

« Les engagements des entreprises en matière de partenariat et de réconciliation ne relèvent pas seulement de la responsabilité des entreprises canadiennes ; ils signifient que les peuples autochtones et les entreprises participantes ont tous deux la possibilité de prospérer économiquement, a déclaré **Tabatha Bull**, PDG du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone (CCCA). Le programme PAIR fait appel à des conseillers et à des vérificateurs autochtones pour contrôler le processus de manière indépendante, ce qui garantit la responsabilité tout en aidant les entreprises à améliorer l'embauche, la promotion et la rétention des employés autochtones, et à se procurer une part équitable de produits et de services auprès d'entreprises appartenant à des autochtones. »

« Les peuples autochtones assument leur rôle d'investisseurs à part entière et de gestionnaires des fonds d'investissement de leurs communautés, a déclaré **Leith Cardinal**, président du conseil d'administration de NATOA et gestionnaire du Onihcikiskowapowin Business Trust. En tant qu'actionnaires et institutions soucieuses de préserver la santé et la prospérité à long terme de nos communautés, nous cherchons à établir des relations significatives et réciproques avec les entreprises dans lesquelles nous investissons, en travaillant ensemble à la création d'un avenir économique plus solide et plus durable pour tout le monde. »

« Il s'agit d'une étape vers une sensibilisation et un engagement accrus en faveur de la réconciliation économique de la part d'un plus grand nombre d'entreprises canadiennes, a déclaré **Sxwpilemaát Siyám (cheffe Leanne Joe)** de la nation Squamish, auteure de l'ouvrage **Step Into the River : A Framework for Economic Reconciliation**, et administratrice du Squamish Nation Trust. Mais un plan, ou une certification PAIR, n'est qu'une étape. Nous attendons de l'honnêteté, de la transparence et de la reddition de comptes tout au long de ce processus et de leur parcours de réconciliation. »

« L'engagement des actionnaires est l'une des façons dont nous contribuons à améliorer à la fois le succès des portefeuilles d'investissement de nos clients et la santé de notre économie partagée et de notre communauté, a déclaré **Roger Beauchemin**, du gestionnaire d'actifs **Addenda Capital**. Promouvoir la réconciliation économique est une victoire pour les entreprises dans lesquelles nous investissons, une victoire pour nos clients et une victoire pour l'économie dans son ensemble. »

Pour plus d'informations ou pour demander une entrevue, contactez Adam Burns, responsable des communications chez SHARE, au [aburns@share.ca](mailto:aburns@share.ca).

Share Post



WRITTEN BY: SHARE

Looking to interview a SHARE staff or board member for an upcoming article or report? Send us an email at [comms@share.ca](mailto:comms@share.ca) to get in touch.

MORE BY THIS AUTHOR